

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/MA/SPEC/17**

9 mars 2001

(01-1150)

---

**Comité de l'accès aux marchés**

## **PROJET**

### **RAPPORT PÉRIODIQUE DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**

1. Le Comité s'est réuni le 21 mars 2001 et a examiné les questions suivantes:
2. [Le 13 décembre 1995, des dérogations individuelles ont été accordées à plusieurs Membres pour l'introduction des modifications du SH96 (WT/L/124 + Corr.1); pour des raisons opérationnelles, les dérogations ont été groupées dans une seule décision. Ces dérogations ont été, par des décisions successives du Conseil général, prorogées jusqu'au 31 octobre 2000 (WT/L/379). À sa réunion du 21 mars 2001, le Comité a pris note des demandes de nouvelle prorogation de la dérogation ou d'inclusion dans la liste des bénéficiaires pour procéder à d'éventuelles consultations/négociations au titre de l'article XXVIII après l'introduction des modifications du SH96 dans les tarifs nationaux. Ces renseignements sont résumés à l'annexe I du présent rapport.]
3. [Le Comité a pris note des renseignements factuels communiqués par les Membres bénéficiant actuellement d'une dérogation concernant la transposition dans le Système harmonisé ou la renégociation de leurs listes. Ces renseignements sont résumés à l'annexe II du présent rapport.]
4. [Le Comité a examiné la situation en rapport avec la communication de la documentation concernant le SH96, exposée dans le document G/MA/TAR/2/Rev.24.]
5. [Le Comité a pris note du rapport du Président sur les consultations informelles tenues au sujet d'une procédure possible pour l'introduction des modifications du SH2002 dans les listes de concessions.]
6. [S'agissant des modalités et du fonctionnement de la base de données intégrée, le Comité a examiné l'état des communications destinées à la BDI sur la base du document G/MA/IDB/2/Rev.10. Au [...] mars 2001, [...] Membres et [...] pays accédants avaient présenté des communications destinées à la BDI. Le Secrétariat a fait oralement rapport sur la situation concernant le traitement des communications destinées à la BDI et l'élaboration d'un logiciel. Le Comité a pris note du rapport du Président sur l'évaluation multilatérale de la BDI et des activités d'assistance technique liées à la BDI.]

7. [Le Secrétariat a présenté un rapport sur l'état d'avancement du projet de base de données sur les listes tarifaires codifiées.]
8. [Le Comité a examiné une proposition contenue dans le document G/MA/NTM/QR/W/1 concernant certaines notifications de restrictions quantitatives.]
9. [Le Comité a pris note de la situation concernant les notifications présentées conformément à la Décision sur la notification inverse des mesures non tarifaires, sur la base d'un document du Secrétariat (G/MA/NTM/W/3/Rev.1).]
10. [Le Comité a pris note du rapport du Président concernant le séminaire sur les questions tarifaires.]
11. [Le Comité a pris note de la documentation tarifaire disponible au Secrétariat, qui est indiquée dans le document G/MA/TAR/3/Rev.6.]
12. [Le Comité a élu son président pour 2001.]

**Le rapport sera complété en fonction du débat qui aura lieu à la réunion du Comité du 21 mars 2001.**

# **ANNEXE I**

## **DEMANDES D'INCLUSION DANS LA LISTE DE DÉROGATIONS POUR LE SH96 ET DE PROROGATION DE DÉROGATION**

Pays	Document (série G/SECRET/HS96)	Réserves (nombre de pays)	Raisons de la demande de dérogation ou de prorogation de dérogation
AFRIQUE DU SUD	/15	2	Prorogation nécessaire pour terminer les documents relatifs à la transposition et vérifier les renseignements préparés et fournis par le Secrétariat.
ARGENTINE	/30 + Corr.1	2	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les négociations avec les Membres ayant formulé des réserves générales.
BRÉSIL	/36 + Corr.1 + 2	5	Prorogation nécessaire pour achever les consultations avec les Membres ayant formulé des réserves particulières.
ÉGYPTE	G/MA/TAR/RS/50/Rev.1 <sup>1</sup>	1	L'Égypte sollicite une nouvelle prorogation de la dérogation.
EL SALVADOR	/44	3	Prorogation nécessaire pour achever les consultations avec les Membres ayant formulé des réserves.
GUATEMALA	/41	1	Prorogation nécessaire pour mettre au point et présenter des corrections à la liste du Guatemala à la suite des consultations tenues avec les Membres ayant formulé des réserves.
ISLANDE	/38 + Corr.1 + Add.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les éventuelles négociations avec un Membre.
ISRAËL	/26 + Add.1 + Add.1/Corr.1	1	Prorogation nécessaire car Israël a besoin d'examiner les problèmes spécifiques soulevés dans la dernière réserve qui n'a été présentée qu'en octobre 2000.
MALAISIE	/31 + Rev.1	1	Prorogation nécessaire pour notifier les modifications à la liste; cette prorogation pourrait aller au-delà du 30 avril 2001.
MEXIQUE	/45 + Corr.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les négociations avec les Membres.
NORVÈGE	/11	1	Prorogation nécessaire parce qu'il faut un délai supplémentaire pour tenir des consultations avec un Membre.

<sup>1</sup> Contient également des rectifications à la liste.

Pays	Document (série G/SECRET/HS96)	Réserves (nombre de pays)	Raisons de la demande de dérogation ou de prorogation de dérogation
NOUVELLE-ZÉLANDE	/20 + Corr.1	1	Prorogation nécessaire parce qu'il faut plus de temps pour résoudre les quelques questions restantes soulevées par un Membre au sujet de la liste de la Nouvelle-Zélande.
PAKISTAN	/40	1	Prorogation nécessaire parce que les consultations bilatérales se poursuivent.
PANAMA			Prorogation nécessaire pour achever l'établissement des tables de corrélation.
PARAGUAY	/29	3	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les négociations avec les Membres ayant formulé des réserves générales.
THAÏLANDE	/17 + Rev.1	2	Prorogation nécessaire parce que les consultations se poursuivent avec deux Membres.
URUGUAY	/28	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les négociations avec un Membre ayant formulé une réserve particulière le 20 décembre 2000. Les autorités nationales examinent ces questions.
VENEZUELA, RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU	/12 + Rev.1	1	Prorogation nécessaire pour tenir des consultations et achever les négociations avec un Membre ayant formulé une réserve générale.

## ANNEXE II

### RENSEIGNEMENTS FACTUELS RELATIFS À LA PROROGATION DE DÉROGATIONS DANS LE CONTEXTE DE LA TRANSPOSITION DES LISTES DANS LE SYSTÈME HARMONISÉ

Pays	Date de la dérogation initiale	Date de la présentation de la documentation concernant le SH	Nombre de prorogations et dates	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées	État d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII	Perspectives d'aboutissement de la procédure	Demande de prorogation et projet de décision
1. Nicaragua	26.01.1998	28.06.1995 G/SECRET/HS/3	Onze: 09.12.1994 13.12.1995 18.07.1996 24.04.1997 22.10.1997 24.04.1998 14.10.1998 15.06.1999 <sup>1</sup> 04.11.1999 03.05.2000 08.12.2000	Deux	Un	Le Nicaragua tient à achever ces négociations aussi rapidement que possible et demande à cette fin une nouvelle prorogation de la dérogation.	-	A demandé une prorogation G/L/442 G/C/W/251
2. Sri Lanka	08.11.1988	12.01.1990 SECRET/HS/26	Vingt-deux: 24.07.1989 16.07.1990 07.12.1990 01.07.1991 04.12.1991 20.07.1992 03.12.1992 19.07.1993 17.01.1994 21.07.1994 09.12.1994 31.08.1995 13.12.1995 18.07.1996 16.07.1997 22.10.1997 24.04.1998 14.10.1998 15.06.1999 <sup>1</sup> 04.11.1999 03.05.2000 08.12.2000	Cinq	Trois	Sri Lanka continue à tout mettre en œuvre pour achever les négociations au titre de l'article XXVIII. Les négociations avec l'Union européenne et les États-Unis se poursuivent.	Sri Lanka a mené des négociations bilatérales avec l'Union européenne et les États-Unis au sujet de sa liste. Ces négociations se poursuivent. Sri Lanka assure ses partenaires commerciaux qu'elle mettra tout en œuvre pour conclure dès que possible les négociations de façon satisfaisante et dans l'intérêt mutuel de tous les intéressés.	A demandé une prorogation G/L/440 G/C/W/250

Pays	Date de la dérogation initiale	Date de la présentation de la documentation concernant le SH	Nombre de prorogations et dates	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées	État d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII	Perspectives d'aboutissement de la procédure	Demande de prorogation et projet de décision
3. Zambie	26.11.1993	12.03.1996 G/SECRET/HS/8	Dix: 13.12.1995 18.07.1996 24.04.1997 22.10.1997 24.04.1998 14.10.1998 15.06.1999 <sup>1</sup> 04.11.1999 03.05.2000 08.12.2000	Deux	-	Le processus est lent.	Les Communautés européennes et les États-Unis n'ont pas fait part de leur réaction concernant la liste révisée.	A demandé une prorogation G/L/443 G/C/W/252

<sup>1</sup> Accordée avec effet rétroactif au 30 avril 1999.